

Mariano Rajoy : « Il y a un an, je ne pouvais pas parler d'espoir. Aujourd'hui, si »

Le président du gouvernement espagnol estime que « le pire » de la crise est passé



Entretien

Détendu, les chiffres qui indiquent une nouvelle baisse du chômage en main, le président conservateur du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a accordé à Madrid un entretien au Monde et à quatre autres journaux européens associés dans Europa. Considérant que sa politique d'austérité drastique a porté ses fruits, il estime que le pire de la crise est passé et se sent plus à l'aise pour commenter l'avenir de l'Espagne qu'en 2012, quand les marchés voyaient le pays au bord de la faillite.

L'Europe a longtemps conjugué démocratie et Etat-providence. Cette équation s'est-elle brisée avec la crise ?

L'Europe a un modèle d'Etat-providence unique au monde. C'est un acquis auquel on ne peut renoncer. Cela nous distingue en tant qu'Européens. Mais, pour le préserver, il faut des ressources, donc de la croissance, donc de la compétitivité et des réformes. Ce modèle nous oblige à être plus compétitifs, parce que d'autres le sont sans les charges de cette société du bien-être.

Vous avez pris des mesures concernant la santé, l'éducation, les retraites. Etait-il indispensable de toucher les piliers de l'Etat-providence ?

Quand je suis arrivé au gouvernement, nous dépensions 90 milliards d'euros de plus que ce que nous gagnions. Notre déficit public était de 9,1% et les marchés nous prêtaient à 7% à dix ans. On parlait de rupture de l'euro. Je me suis retrouvé avec une crise de la dette, des millions de chômeurs, un déficit extérieur lamentable, un déficit public débridé, une dette énorme, un secteur financier très touché et des administrations publiques que personne sur les marchés ne finançait. Il fallait agir.

Dès le premier conseil des ministres, j'ai dû réduire drastiquement les dépenses et augmenter les impôts. J'ai augmenté l'impôt sur le revenu, contrairement à ce que j'avais promis pendant ma campagne. Mais j'ai essayé d'être juste, de toucher au minimum les retraites et de maintenir des systèmes de santé et d'éducation universels, publics et gratuits.

Liquidier l'Etat-providence, ce n'est ni ma volonté ni ce que j'ai fait. Entre 2007 et 2009, l'Espagne a perdu 66 milliards d'euros de recettes de TVA et d'impôts liés à l'immobilier. Pour maintenir notre Etat-providence, nous devons être compétitifs.

Les emplois créés en Espagne sont de plus en plus précaires, moins bien payés, à temps partiel, saisonniers. Avec quel



Mariano Rajoy au palais de La Moncloa, le 3 décembre. RICARDO GUTIÉRREZ

genre d'emplois l'Espagne va-t-elle sortir de la crise ?

En 2012, dès mon arrivée au gouvernement, les syndicats et les entreprises ont signé un accord de modération des salaires jusqu'en 2014. Les salaires du public sont gelés depuis cinq ans. Cet accord et certains articles de la réforme du travail nous ont permis de passer d'une situation où, quand une entreprise avait des problèmes, elle licenciait, à une situation où elle peut, avant cela, baisser les salaires, redistribuer le temps de travail, faire jouer la mobilité.

« J'ai essayé d'être juste et de maintenir des systèmes de santé et d'éducation universels, publics et gratuits »

Dans les situations de difficulté, il vaut mieux gagner un peu moins et maintenir le maximum d'emplois. Je ne suis pas satisfait de la situation de l'emploi, mais, il y a un an, je ne pouvais pas parler d'espoir. Aujourd'hui, si. En 2012, on débattait pour savoir quand aurait lieu le sauvetage de l'Espagne. A présent, on débat sur ce que sera son rétablissement.

Pensez-vous que la grande coalition qui va gouverner en Allemagne diminuera la pression de Berlin sur les pays du Sud ?

Je ne pense pas que cela change beaucoup les choses en matière de consolidation budgétaire. La décision de la Commission européenne d'assouplir les objectifs de déficit a déjà ouvert un chemin nouveau. Cette année, nous devons

atteindre 6,5%. Auparavant, l'objectif était de 4,5%, et ça, c'était impossible.

L'Espagne va continuer à faire des réformes structurelles parce que nous sommes convaincus que c'est bénéfique. Maintenant, l'important, c'est l'Europe : que tous les gouvernements, et spécialement le gouvernement allemand, sachent clairement où nous allons. Le pire est passé et le temps est venu de la croissance et l'intégration.

Les élections européennes sanctionneront-elles la politique d'austérité de Bruxelles avec une montée des partis populistes et extrémistes ?

Cela m'inquiète. En 1979, 62% des électeurs européens avaient voté. En 2009, seulement 43%. Le prochain Parlement européen aura davantage de compétences. Il aura son mot à dire sur une quarantaine de sujets supplémentaires : toute la politique agricole, la pêche, beaucoup de sujets d'innovation, de justice... Il est important que ne percent pas des partis, disons « singuliers », pour ne pas utiliser d'autres qualificatifs.

Comment les freiner ?

On critique beaucoup l'Europe. Mais, pour l'Espagne, l'intégration européenne a été un succès. Entrer dans l'Europe a été l'une des meilleures choses qui lui soit arrivée. Pour nous qui avons vécu quarante ans de régime autoritaire, l'Europe, c'est la démocratie, la liberté, le progrès. Nous nous plaignons aujourd'hui de taux d'intérêt très élevés. Mais, mon premier prêt immobilier, je l'ai payé à 17% !

Il faut faire la pédagogie de l'Europe, en Espagne et ailleurs. Il faut expliquer ce qu'est le marché unique, ce que cela signifie de pouvoir

vendre à 500 millions de personnes sans barrière ni tarif douanier.

Il faut expliquer ce qu'est la libre circulation. Les jeunes générations ne s'en rendent pas compte. Et puis il ne faut pas que les uns et les autres se rejettent la faute. Il ne faut pas dire que les pays du Sud ne travaillent pas ou ne sont pas efficaces, ou que les pays du Nord mettent beaucoup de pression. Comme cela, on ne construit rien.

Vous êtes-vous senti stigmatisé en tant que représentant d'un pays du sud de l'Europe ?

En 2002 et en 2003, le malade de l'Europe, ce n'était pas l'Espagne. En 2004 et en 2005, parmi ceux qui ne respectaient pas les objectifs de déficit public, il n'y avait pas l'Espagne. Nous avons tous eu nos difficultés à un moment ou à un autre. Ce qui importe, c'est la volonté d'être un acteur important dans le monde et de construire ensemble. L'Europe est un espace de solidarité. N'oublions pas que l'Espagne et l'Italie ont elles aussi aidé la Grèce.

Comment agirez-vous face aux aspirations indépendantistes en Catalogne ?

J'ai l'obligation de faire respecter la loi. Je ne peux pas autoriser un référendum en Catalogne. Sur ce sujet, la crise économique ne nous aide pas. Le gouvernement essaie d'aider la Généralité catalane à se financer. Nous lui avons versé 29 milliards d'euros en deux ans. Nous sommes dans un moment de crise, mais je suis convaincu que la situation va se retourner. Le monde va vers l'intégration, pas en sens contraire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JAVIER MORENO, BERNA GONZÁLEZ HARBOUR, PAUL HAMILLOS, GIAN ANTONIO ORIGHI, THOMAS URBAN ET SANDRINE MOREL

Le pillage des forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée s'accélère

Près de 12% des terres du pays océanien auraient été achetées par des investisseurs étrangers

PAPOUASIE - NOUVELLE-GUINÉE

OCÉAN PACIFIQUE	Chef de l'Etat	Elisabeth II
Mer de Bismarck	Premier ministre	Peter O'Neill
Madang	Superficie	463 000 km ²
Lae	Population (hab.)	6,4 millions
Port Moresby	Indice de dév. humain	0,466 (156 ^e rang)
Mer de Corail	RNB par hab.	2 386 dollars
AUSTRALIE	Ressources	bois, cuivre, or, gaz...
500 km	SOURCES : PNUD ; BILAN DU MONDE 2013	

La Papouasie-Nouvelle-Guinée constitue-t-elle un nouvel eldorado pour l'exploitation des ressources naturelles ? Plusieurs signaux dans les domaines de l'énergie, de l'extraction minière, de l'agriculture ou de la forêt semblent l'indiquer. Le dernier en date est l'annonce par Total, vendredi 6 décembre, d'une prise de participation majoritaire dans un projet d'exploration gazière. Le groupe français, dont les premiers investissements dans ce pays océanien datent de 2012, envisage de construire à terre, si les explorations sont concluantes, une usine de gaz naturel liquéfié (GNL).

Cette nouvelle survient quelques jours après la publication d'un rapport de l'Oakland Institute, ONG basée aux Etats-Unis, sur les acquisitions de terres et l'exploitation de la forêt papouasienne-néoguinéenne par des entreprises étrangères. Ce document décrit un pillage en règle des ressources en bois du pays, avec la complicité des autorités locales.

Largement doté en ressources naturelles (bois, cuivre, or, gaz, etc.), l'archipel est décrit par la Banque mondiale comme un « paradoxe de richesse sans développement ». La Papouasie-Nouvelle-Guinée est devenue le deuxième exportateur mondial de bois tropicaux, derrière la Malaisie, mais, en 2012, elle figurait seulement à la 156^e place du classement mondial basé sur l'indice de développement humain : le pays n'est pas en mesure d'assurer des services de base à sa population de 6,4 millions d'habitants.

« En offrant les ressources naturelles de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à des intérêts étrangers, [le gouvernement] a fait de ce pays l'un de ceux qui enregistrent le plus fort taux de croissance économique au monde », dit le rapport, qui cite des taux proches de 10% par an.

Selon les auteurs, alors que la Constitution du pays, indépendant depuis 1975, était l'une des plus protectrices en matière de droits fonciers coutumiers et de droits des communautés locales, la création d'un système de baux spéciaux pour l'agriculture et le développement économique a permis à des entreprises étrangères de mettre la main sur 5,5 millions d'hectares, soit 12% de la superficie de ce pays, qui abrite la troisième forêt pluviale au monde.

Le rapport décrit comment,

s'abritant souvent derrière des projets de développement agricole sans avoir d'expérience réelle en la matière, ces entreprises – majoritairement malaisiennes et australiennes – ont déboisé de vastes surfaces, enregistrant sur la vente de ce bois un gain bien supérieur aux compensations versées aux communautés propriétaires des terres. Selon l'Oakland Institute, le bois est massivement exporté vers la Chine, transformé, puis expédié vers les marchés européens et nord-américains sans mention de sa véritable origine.

« Il s'agit d'une logique de développement fondée sur un capitalisme incontrôlé, l'investissement étranger et l'exploitation des ressources, opérant dans un contexte de corruption généralisée et de dysfonctionnements administratifs », estiment les auteurs. Ceux-ci citent l'exemple d'une société australo-américaine qui aurait obtenu une concession de plus de 2 millions d'hectares de forêts pour construire une route.

Des concessions agricoles ont été obtenues par la menace, la corruption, et sans un accord libre des populations

Cette description ne surprend pas le botaniste Olivier Pascal, qui a mené une expédition scientifique en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2012 et 2013, et avait notamment relevé l'accumulation de boues rouges rejetées par une usine de transformation du nickel dans les sédiments d'un lagon.

« Le moindre village est parfaitement informé de la manne financière qui se déverse actuellement sur le pays et veut sa part du gâteau, témoigne-t-il. Comme les communautés locales sont propriétaires des terres et des ressources, elles peuvent en faire ce qu'elles veulent, y compris les vendre à vil prix. »

Selon l'Oakland Institute, la commission d'enquête créée par le gouvernement en 2011 a conclu que la majorité des concessions agricoles avaient été obtenues au prix d'un recours à la menace et à la corruption, et sans un accord libre, informé et préalable des populations. ■

GILLES VAN KOTE

france culture C'EST POUR VOUS

TOUS LES JOURS, L'ACTUALITÉ AUTREMENT

6H30-9H : LES MATINS lundi > vendredi
7H, 8H, 9H, 12H30, 18H : LES GRANDS JOURNAUX lundi > vendredi
18H20-19H : DU GRAIN A MOUDRE lundi > jeudi

franceculture.fr